

**Propositions d'indemnisation des préjudices agricoles  
et fonciers engendrés par l'aménagement et la mise  
en fonctionnement du site de Montigny-sous-Marle**

Juin 2012



# Sommaire

<b>TITRE 1 : dispositions générales .....</b>	<b>5</b>
I.    Préambule.....	5
1.  Introduction .....	5
2.  Principe .....	5
II.   Objet .....	5
III.  Domaine d'application.....	6
1.  Préjudices indemnisables.....	6
2.  Personnes concernées .....	6
3.  Biens visés .....	6
<b>TITRE 2 : dispositions techniques .....</b>	<b>7</b>
I.    Définition préalable du zonage .....	7
II.   Effets supposés de l'aménagement.....	7
III.  Mise en fonctionnement de l'ouvrage .....	7
IV.  Non transparence de l'ouvrage.....	7
<b>TITRE 3 : règles d'indemnisation des propriétaires .....</b>	<b>8</b>
I.    Droit de délaissement.....	8
II.   Indemnité versée au propriétaire pour l'instauration de la servitude de sur-inondation .....	8
III.  Indemnité versée au propriétaire au titre de la non-transparence de l'ouvrage .....	9
IV.  Indemnités complémentaires diverses au bénéfice du propriétaire .....	9
V.    Modalités de versement des indemnités .....	9
<b>TITRE 4 : règles d'indemnisation des exploitants agricoles.....</b>	<b>10</b>
I.    Indemnité versée à l'exploitant agricole au titre de la non-transparence de l'ouvrage .....	10
II.   Conditions de déclenchement du système indemnitaire .....	10
III.  Indemnité versée à l'exploitant agricole lors de la mise en fonctionnement de l'ouvrage...	10
1.  Préjudices correspondants.....	10
2.  Terres cultivées .....	11
3.  Terres pâturées .....	12
4.  Déséquilibre grave d'exploitation .....	14
IV.  Indemnisation pour allongement de parcours.....	14
1.  Taux .....	14
2.  Cas des allongements définitifs.....	15
V.    Modalités de paiement.....	15

<b>TITRE 5 : travaux de surveillance, contrôle et entretien .....</b>	<b>16</b>
I. Indemnisations des dommages causés par le maître d'ouvrage et/ou mandataires .....	16
II. Entretien, responsabilité et surveillance de l'ouvrage .....	16
1. Entretien des ouvrages .....	16
2. Responsabilité des ouvrages.....	16
3. Entretien des parcelles sur-inondées .....	16
4. Entretien des berges.....	16
III. Mise en fonctionnement volontaire de la vanne .....	17
1. Indemnisation des parcelles inondées .....	17
2. Modalités pratiques.....	17
<b>TITRE 6 : modalités de suivi du projet .....</b>	<b>18</b>
I. Comité local de suivi du projet.....	18
1. Composition .....	18
2. Rôle et missions.....	18
II. Indicateurs de suivis .....	18
<b>TITRE 7 : dispositions diverses.....</b>	<b>19</b>
I. Cas particuliers .....	19
II. Traitement des difficultés ou litiges .....	19
III. Actualisation des indemnités prévues pour les préjudices agricoles.....	19
IV. Substitution.....	19
V. Recommandations, communication, règles d'information réciproques.....	19
<b>ANNEXES .....</b>	<b>20</b>

# **TITRE 1 : dispositions générales**

## **I. Préambule**

### **1. Introduction**

Suite aux inondations de 1993 et 1995, des possibilités d'aménagement ont été identifiées sur la vallée de l'Oise. Dans le département de l'Aisne, la zone retenue sur le site de Montigny-sous-Marle doit permettre d'écarter les fortes crues de la Serre en créant une aire de « surstockage » ou zone de ralentissement des crues.

L'objectif de cet aménagement est de réduire la cote atteinte par le Vilpion et la Serre en crue dans les communes situées à l'aval (Marle, Voyenne, Marcy-sous-Marle, Erlon, Dercy, Mortiers, Assis-sur-Serre, Crécy-sur-Serre, Pouilly-sur-Serre, Mesbrecourt-Richecourt, Novion-et-Catillon, Novion-le-Comte, Anguilmont-le-Sart).

Les travaux envisagés sur les communes de Marle et Montigny-sous-Marle (construction d'une digue coupant perpendiculairement la vallée, d'un ouvrage vanné et d'un déversoir de sécurité) permettront de disposer d'une capacité utile de surstockage en crue d'environ 1,9 millions de m<sup>3</sup>.

### **2. Principe**

Le présent document décrit les propositions d'indemnisation des propriétaires fonciers et des exploitants agricoles concernés par la réalisation et la mise en fonctionnement d'une aire de ralentissement des fortes crues de la Serre à Montigny-sous-Marle.

Ces propositions sont établies conformément aux dispositions :

- du Code civil,
- du Code rural,
- du Code de l'expropriation,
- du Code de l'environnement,
- de la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages,
- du décret n° 2005-116 du 7 février 2005 relatif aux servitudes d'utilité publique instituées en application de l'article L 211-12 du Code de l'environnement.

## **II. Objet**

Ces propositions sont établies a priori pour les montants des indemnités liées au changement des conditions d'inondabilité des terrains donnant lieu à indemnisation. Ce document donne une méthodologie commune pour le calcul des indemnités destinés à couvrir les préjudices permanents liés aux effets passifs de l'ouvrage et les préjudices occasionnels liés au fonctionnement de l'ouvrage.

L'objet de ce document est de proposer des montants forfaitaires d'indemnités versées par le maître d'ouvrage et prévues pour :

- la création d'une servitude de sur-inondation induisant une dépréciation de la valeur vénale du foncier,
- la limitation de certains usages ou activités pour que ceux-ci restent compatibles avec le bon fonctionnement de l'ouvrage projeté,
- le changement du caractère inondable des parcelles provoqué par les effets passifs de l'ouvrage (non transparence),
- la sur-inondation provoquée par la mise en fonctionnement de l'ouvrage.

Ce document prévoit également :

- la méthodologie de traitement de tout cas particulier, ou préjudice difficilement prévisible et directement imputable à l'ouvrage,
- la mise en place d'un comité de suivi local,
- les conditions de régularisation et de règlement des indemnités,
- les modalités de révision de ces indemnisations.

Il n'a pas pour objet de fixer les modalités et les conditions d'indemnisations liées à l'acquisition des terrains et à l'indemnisation des dommages de travaux publics.

### **III. Domaine d'application**

#### **1. Préjudices indemnissables**

Les indemnités proposées sont destinées à réparer des préjudices permanents et/ou occasionnels dont le caractère direct, matériel et certain, est directement imputable à la réalisation, la présence, la mise en fonctionnement et l'entretien des ouvrages déclarés d'utilité publique au profit du maître d'ouvrage.

#### **2. Personnes concernées**

Ce document s'applique aux propriétaires fonciers et aux exploitants de terres agricoles (ou à usage agricole) ainsi qu'aux personnes morales et organismes agricoles directement touchés par la présence et la mise en fonctionnement de l'ouvrage.

Par exploitants agricoles, il faut entendre toutes personnes titulaires d'un droit de jouissance écrit ou verbal dûment justifié (attestation MSA, déclaration PAC, bail...).

#### **3. Biens visés**

L'indemnisation prévue par le présent document concerne les biens à usage effectif agricole. Par conséquent, sont exclues du présent dispositif l'indemnisation des propriétés qui ne sont pas comprises dans la Surface Agricole Utile (S.A.U.) ou affectées à des utilisations spéciales. Ces dernières feront l'objet d'un examen particulier.

## **TITRE 2 : dispositions techniques**

### **I. Définition préalable du zonage**

Les principes d'indemnisation définis ci-après s'appuient sur la base d'un zonage théorique (ANNEXE 1). Celui-ci est établi a priori à partir de la topographie du site permettant de cartographier des crues de période de retour différentes et sur la base des simulations hydrauliques en cas de mise en fonctionnement de l'ouvrage réalisées par la société Hydratec dans son étude d'avant-projet. Le zonage ainsi proposé définit des zones de contraintes majeures dont les limites ont été étendues jusqu'aux limites des parcelles. Ces contraintes liées à la mise en fonctionnement de l'ouvrage sont fonction des critères suivants :

- extension de l'inondation, sur des surfaces jusque là épargnées correspondant à la définition de la zone A,
- variation de la hauteur d'eau et de la durée de submersion correspondant à la définition des zones B, C, D et E.

### **II. Effets supposés de l'aménagement**

Les simulations de crues après aménagement du site calculées pour les crues historiques et de fréquences caractéristiques, laissent supposer, pour une crue de période de retour 30 ans:

- une variation maximale de hauteur d'eau de + 3,75 m,
- une variation maximale de durée de submersion d'environ + 72h,
- une extension maximale de l'inondation (surfaces nouvellement inondées) de 26 ha.

Ces paramètres (zonage et critères de variation) définis sur la base d'éléments théoriques pourront faire l'objet d'une redéfinition précise tenant compte de la situation réelle après aménagement et aux vues de la première mise en fonctionnement de l'ouvrage.

### **III. Mise en fonctionnement de l'ouvrage**

Les servitudes établies, la cartographie des zones de contraintes, ainsi que les montants d'indemnisations proposés, sont établis sur la base d'un ouvrage dimensionné pour lutter contre des crues importantes (dont la période de retour est supérieure à 10 ans, soit moins d'une chance sur 10 qu'elles se produisent chaque année). Les consignes de mise en fonctionnement de cet ouvrage sont fixées par rapport à un niveau d'eau du Vilpion au pont de la Madeleine à Marle.

Toute modification significative de l'ouvrage et/ou de ses consignes de fonctionnement entraîne la révision de ces propositions d'indemnisations.

### **IV. Non transparence de l'ouvrage**

L'ouvrage, une fois réalisé, va sensiblement modifier les conditions initiales de fonctionnement hydraulique des terrains avoisinants les ouvrages (inondabilité, écoulement, ressuyage...). Les effets passifs liés à la présence même de l'ouvrage sont estimés sur une zone dite de non-transparence de l'ouvrage (ANNEXE 2). Cette zone, dont les limites ont été étendues jusqu'aux limites des parcelles, servira de référence pour l'indemnisation des préjudices qualifiés de permanents dans la mesure où leur période de retour est inférieure à 10 ans.

Dans cette zone de non transparence, nommée « zone 1 », les effets passifs de l'ouvrage interviennent alors que l'ouvrage n'entre pas en fonctionnement. Ces effets sont supposés intervenir tous les 1 à 9 ans.

Cette zone de non transparence est définie à l'heure actuelle sur la base d'éléments théoriques. Elle pourra faire l'objet d'une redéfinition précise tenant compte de la situation réelle après aménagement et aux vues de la mise en service de l'ouvrage.

## TITRE 3 : règles d'indemnisation des propriétaires

### I. Droit de délaissement

Un droit de délaissement est ouvert au propriétaire d'une parcelle de terrain grevé par une des servitudes. Le propriétaire peut en requérir l'acquisition partielle ou totale par le maître d'ouvrage. Ce droit ne peut être exercé que pendant une période de 10 ans à compter de l'arrêté préfectoral constatant l'achèvement des travaux liés à la servitude.

Dans le même temps, le propriétaire peut requérir l'acquisition partielle ou totale d'autres parcelles de terrain si l'existence de la servitude compromet leur exploitation ou leur usage.

Le droit de délaissement s'exerce dans les conditions prévues aux articles L. 230-1 et suivants du code de l'urbanisme.

### II. Indemnité versée au propriétaire pour l'instauration de la servitude de sur-inondation

Cette indemnité versée par le maître d'ouvrage au bénéfice du propriétaire correspond à la compensation des préjudices permanents engendrés par :

- la création de la servitude,
- la dépréciation de la valeur vénale du foncier,
- la limitation de certains usages ou activités.
- 

Les indemnités sont estimées forfaitairement en tenant compte de la localisation dans la zone de sur-inondation de la parcelle cadastrale considérée.

	Indemnité en €/ha
<b>Zone A (extension de l'inondation)</b>	600
<b>Zone B</b>	450
<b>Zone C</b>	300
<b>Zone D</b>	150
<b>Zone E</b>	0

Les parcelles situées dans la zone E, c'est-à-dire au-delà des zones A, B, C et D, ne sont pas indemnisées, considérant a priori que la présence et la mise en fonctionnement de l'ouvrage n'aura aucun impact significatif sur les conditions initiales d'inondation.



### **III. Indemnité versée au propriétaire au titre de la non-transparence de l'ouvrage**

Cette indemnité versée par le maître d'ouvrage au bénéfice du propriétaire correspond à la compensation des préjudices engendrés par le changement des conditions d'inondabilité des parcelles provoqué par les effets passifs de l'ouvrage.

Les propriétaires des parcelles cadastrales comprises dans la zone 1 dite de non transparence seront alors indemnisés sur la base suivante :

	Indemnité en €/ha
<b>Zone 1 (non transparence)</b>	300

Cette indemnité est versée à l'installation des servitudes rendue possible par arrêté préfectoral.

### **IV. Indemnités complémentaires diverses au bénéfice du propriétaire**

L'indemnisation des terrains plantés (bois, peupleraies, vergers...) et des terrains destinés à une autre utilisation qu'agricole (étang, loisirs...) sera déterminée par expertise.

L'existence d'un préjudice dans le cadre du droit de chasse ou de pêche fera l'objet d'une étude particulière.

Les préjudices particuliers, non indemnisés au titre des articles précédents, pourront l'être après une étude spécifique au cas par cas établissant la justification d'une indemnisation.

### **V. Modalités de versement des indemnités**

L'ensemble des indemnités définies au Titre 3 sont cumulatives.

A ces indemnités s'ajoutent également les indemnités prévues au titre des préjudices considérés comme permanents mais liés à l'exploitation des terres (Titre 4) dans le cas où le propriétaire est également l'exploitant agricole des parcelles considérées.

Le Maître d'ouvrage ou son représentant délivrera à chaque propriétaire un bulletin de règlement des indemnités dues. Le décompte de ces indemnités sera précisé dans ce bulletin de règlement après visite sur les lieux si besoin.

## TITRE 4 : règles d'indemnisation des exploitants agricoles

### I. Indemnité versée à l'exploitant agricole au titre de la non-transparence de l'ouvrage

Cette indemnité versée par le maître d'ouvrage au bénéfice de l'exploitant agricole en place lors de la création de l'ouvrage correspond à la compensation des préjudices engendrés par le changement des conditions d'inondabilité des parcelles provoqué par les effets passifs de l'ouvrage.

Les exploitants agricoles des parcelles comprises dans cette zone dite de non transparence seront alors indemnisés sur la base suivante :

	Indemnité en €/ha
<b>Zone 1 (non transparence)</b>	1 500

Cette indemnité est unique, forfaitaire et libératoire.

Cette indemnité est versée à l'installation des servitudes rendue possible par arrêté préfectoral.

### II. Conditions de déclenchement du système indemnitaire

Les indemnités sont dues en cas de régulation effective de l'ouvrage. La consigne de mise en fonctionnement est fixée pour un niveau d'eau sur le Vilpion de 77,60 NGF au pont de la Madeleine à Marle.

Dans le cas où la plage de fonctionnement de l'ouvrage (correspondant à la mise en œuvre de la vanne jusqu'au ressuyage des terrains agricoles<sup>1</sup>) s'étale sur deux périodes de références, la période de référence retenue pour le calcul des indemnités correspond à la période bénéficiant du taux d'indemnisation le plus élevé.

### III. Indemnité versée à l'exploitant agricole lors de la mise en fonctionnement de l'ouvrage

#### 1. Préjudices correspondants

La sur-inondation volontaire lors du fonctionnement de l'ouvrage engendre un certain nombre de préjudices agricoles supplémentaires :

- Accroissement de la durée de ressuyage des parcelles ;
- Augmentation des effets de salissure des parcelles (apports supplémentaires de sédiments, boues, bois, flottants...) ;
- Augmentation de la perte de rendement et/ou de récolte (hydromorphie, ...) ;
- Augmentation du phénomène de lessivage et d'érosion des parcelles ;
- Accroissement du phénomène de dégradation des clôtures ;
- ...

---

<sup>1</sup> Le ressuyage des terrains dont les caractéristiques naturelles (topographie, fossé, etc.) le permettent est estimé au maximum à 72h après retour de la rivière dans son lit. Cette donnée devra être vérifiée lors de la première mise en fonctionnement de l'ouvrage.

## 2. Terres cultivées

Partant du principe que les cultures du secteur sont sensibles à la submersion, les terres en cultures seront indemnisées sur la base d'un taux d'indemnisation appliqué sur le « barème d'indemnisation des destructions de récoltes » de la Chambre d'agriculture de l'Aisne en vigueur à la date de versement des indemnités. Les taux sont fonction de la localisation des parcelles et sont définis dans le tableau ci-dessous:

	Taux d'indemnisation
<b>Zone A (extension de l'inondation)</b>	100%
<b>Zone B</b>	10%
<b>Zone C</b>	10%
<b>Zone D</b>	10%
<b>Zone E</b>	0%

Les parcelles situées dans la zone A sont susceptibles d'être mobilisées par le fonctionnement de l'ouvrage, alors qu'elles n'auraient pas été naturellement inondables. C'est pourquoi, il est proposé un taux d'indemnisation à 100%.

Les parcelles situées dans les zones B, C et D sont naturellement inondables dans la gamme des crues pour lesquelles l'ouvrage sera mis en fonction. Une crue significative induit naturellement des pertes de récoltes sur ces parcelles. Le taux proposé est de 10%, ce qui correspond à un impact moindre dans ces secteurs.

Les parcelles situées dans la zone E, c'est-à-dire au-delà des zones A, B, C et D, ne sont pas indemnisées, considérant a priori que la présence et la mise en fonctionnement de l'ouvrage n'aura aucun impact significatif sur les conditions initiales d'inondation.

Exemple : barème destruction de récoltes pour l'année 2012/2013 (ANNEXE 3):

- Blé = 2 275 €/ha ;
- Maïs fourrager = 2 970 €/ha ;
- Colza = 2 970 €/ha ;
- Betterave sucrière = 5 130 €/ha ;
- Assolement fourrager = 2 770 €/ha ;
- Couvert environnemental = 760 €/ha ;
- Pois de conserve = 4 580 €/an ;
- ...

Les indemnités seront dues aux exploitants agricoles par le maître d'ouvrage à chaque mise en service de l'ouvrage, et appliquées à la surface réellement impactée.

La constatation de la surface impactée aura lieu après état des lieux entre l'Entente Oise-Aisne et l'exploitant agricole dans les 15 jours suivant la mise en fonctionnement de l'ouvrage. Il sera alors procédé à un piquetage de la surface réellement impactée.

Entre le labour et la récolte l'indemnisation sera calculée par la formule ci-dessous :

**Montant de l'indemnisation**

**= barème d'indemnisation des destructions de récoltes  
× taux d'indemnisation × surface réellement impactée**

En dehors de cette période, les indemnisations se feront uniquement sur justificatifs.

Les indemnisations sur les surfaces couvertes par des bandes enherbées (couvert environnemental) se feront sur constat de la perte, quelle que soit la période de mise en fonctionnement de l'ouvrage.

### **3. Terres pâturées**

On traite ici uniquement le cas des surfaces pâturées. Les surfaces fauchées sont considérées comme cultivées ; l'indemnité est alors calculée sur la base du taux d'indemnisation appliqué au « barème d'indemnisation des destructions de récoltes » pour les assolements fourragers (Cf. Titre 4, chapitre III.2).

Il convient de définir les appellations suivantes :

- STH : surface toujours en herbe ;
- UGB : unité grand bovin (ANNEXE 4) ;
- Nombre d'UGBi : nombre d'UGB en zone inondable.

$$\text{Nombre d'UGBi} = \frac{\text{STH en zone inondable}}{\text{STH totale de l'exploitation}} \times \text{Nombre d'UGB de l'exploitation}$$

$$\text{Surface pâturée} = \frac{\text{Nombre d'UGBi}}{1,6 \text{ UGB/ha}}$$

$$\begin{aligned} \text{Surface inondable destinée à la fauche} \\ = \text{STH inondable} - \text{surface pâturée inondable} \end{aligned}$$

Les indemnités prévues pour les terres pâturées sont versées à la semaine (une semaine entamée = une semaine indemnisée).

Tant que les animaux ne pourront pas rejoindre les prairies pour quelques causes que ce soit liées à la mise en fonctionnement de l'ouvrage (salissure des parcelles, clôtures à réparer, prairies trop marécageuses...) l'Entente Oise Aisne versera les indemnités prévues aux paragraphes suivants.

#### **a. Perte de nourriture pour les UGB**

Il convient de distinguer deux cas : soit l'exploitant rentre son troupeau à l'étable (auquel cas les indemnisations portent sur le troupeau), soit l'exploitant serre le troupeau sur des parcelles disponibles (auquel cas les indemnisations portent sur les seules UGBi).

Un troupeau s'entend comme un ensemble d'UGB sur une même pâture (parcelles connexes).

#### **CAS n°1 : l'exploitant rentre son troupeau à l'étable.**

L'indemnité s'applique à tous les UGB rentrés à l'étable.

L'achat de nourriture à distribuer à l'étable est fixé à : 46,54 €/UGB/semaine.

Ce surcoût s'applique selon le calendrier suivant :

Période de référence	Taux retenu pour l'indemnisation	Montant de l'indemnité
Du 1 <sup>er</sup> mars au 15 novembre	100 %	46,54 €/UGB/semaine
Du 16 novembre au 28 février	Application de l'indemnité pour perte de fauche (Titre 4, chapitre III.2)	

**CAS n°2 : l'exploitant serre son troupeau sur des parcelles voisines.**

L'indemnité s'applique aux seules UGBi.

L'achat de nourriture à apporter sur les parcelles d'accueil est fixé à : 46,54 €/UGBi/semaine.

Ce surcoût s'applique selon le calendrier suivant :

Période de référence	Taux retenu pour l'indemnisation	Montant de l'indemnité
Du 1 <sup>er</sup> mars au 15 novembre	100 %	46,54 €/UGBi/semaine
Du 16 novembre au 28 février	Application de l'indemnité pour perte de fauche (Titre 4, chapitre III.2)	

**Le montant de 46,54 €/UGB/semaine résulte du calcul suivant :**

Le prix du fourrage découle du barème perte de récolte. Une perte de récolte coûte 2 750 €/ha (barème 2010/2011) et permet de nourrir 1,6 UGB pendant 37 semaines (durée de la période à l'herbe).

Ainsi, le coût de la nourriture est de :

$2\,750 \text{ €/ha} / 1,6 \text{ UGB/ha} / 37 \text{ sem.} = 46,54 \text{ €/UGB/semaine.}$

Le coût est directement proportionnel au « barème d'indemnisation des destructions de récoltes » pour les cultures fourragères. Son montant de 46,54 € est indexé sur le barème perte de récolte selon la formule :  $C = 46,54 / 2\,750 \times \text{BPR}$  (« barème perte de récolte » pour les cultures fourragères établi par la chambre d'agriculture et en vigueur à la date de versement de l'indemnité).

**b. Surcoût d'hébergement du cheptel**

Cette indemnité ne s'applique que dans le CAS n°1 (l'exploitant rentre son troupeau à l'étable).

Le surcoût d'entretien des étables est estimé à **13,02 €/UGB/semaine**.

Ce surcoût s'applique selon le calendrier suivant :

Période de référence	Taux retenu pour l'indemnisation	Montant de l'indemnité
Du 1 <sup>er</sup> mars au 15 novembre	100 %	13,02 €/UGB/semaine
Du 16 novembre au 28 février	Application de l'indemnité pour perte de fauche (Titre 4, chapitre III.2)	

**Le montant de 13,02 €/UGB/semaine résulte du calcul suivant :**

Pour un troupeau de 70 vaches laitières (VL), un éleveur passe 8 heures par jour au coût horaire de 14,67 € selon le barème d'entraide 2010/2011 ; le coût du lisier est de 0,14 €/VL/jour et la paille de 0,04 €/VL/jour. Ainsi, le coût de l'hébergement est de :

$(8 \times 14,67) + (0,14+0,04) \times 70 = 129,96 \text{ €/jour}$  soit 1.86 €/VL/jour d'où une indemnité de 13,02 €/VL/semaine.

Le coût de la main d'œuvre étant prépondérant, le montant de 13,02 € est indexé sur le barème d'entraide selon la formule :  $C = 13,02 / 14,67 \times \text{BE}$  (barème d'entraide en vigueur).

Le retour à l'étable ou l'apport de nourriture sur site, impliquent des déplacements entre le siège de l'exploitation agricole et les pâtures. Ce surcoût est estimé à **125 € / évènement**. Cette indemnité est versée quelle que soit la situation de l'exploitation agricole et des pâtures.

### **c. Perte de lait**

L'exploitant agricole se charge de démontrer qu'il a subi une perte de lait en cas de mise en fonctionnement de l'ouvrage, et ce jusqu'à ce que sa production revienne à la normale. Les éléments de comparaison sont les suivants : courbe de production des années N-1 et N-2, production de l'année, du mois et de la semaine en cours, amendes pour non-respect du quota, nombre de VL (vaches laitières) du troupeau, etc.

L'indemnité pour la perte de lait est calculée en fonction de :

- Production moyenne de lait par vache laitière prouvée par l'exploitant ;
- Comparaison réalisée avec les années N-1 et N-2 du même mois ;
- Comparaison réalisée avec la ou les semaine(s) passée(s) de l'année N ;
- Référence de prix de la Base CRIEL (grille interprofessionnelle Nord Picardie Ardennes) ;
- Période d'observation de 2 mois minimum (60 jours) renouvelable jusqu'au retour à la normale.

### **4. Déséquilibre grave d'exploitation**

Si la présence ou la mise en fonctionnement de l'ouvrage engendrent des préjudices qui occasionnent un grave déséquilibre de l'exploitation agricole, ceux-ci feront l'objet d'une étude particulière selon les dispositions de l'article L 13-11 du Code de l'expropriation.

## **IV. Indemnisation pour allongement de parcours**

Sont visés les allongements de parcours subis par les exploitants agricoles et résultant soit de la coupure :

- par l'ouvrage,
- par les travaux de construction de l'ouvrage,
- par le fonctionnement de l'ouvrage,

de l'accès principal aux parcelles exploitées au siège d'exploitation ou à une plateforme stabilisée utilisée pour le stockage de la récolte, qui obligerait un exploitant agricole, pour aller de l'un à l'autre, à effectuer un parcours plus long.

Pour le calcul des allongements de parcours temporaires ou définitifs constatés, la distance d'allongement sera déterminée à partir du siège d'exploitation et de l'entrée des parcelles en cause, en prenant en compte la surface des parcelles éloignées et la distance à parcourir.

Dans tous les cas, les allongements des parcours non significatifs (moins de 500 m aller- retour) ne seront pas indemnisés.

### **1. Taux**

Les bases forfaitaires retenues pour 500 m/ha/mois (aller-retour) d'allongement de parcours sont de :

- Polyculture seule : 2,68 € ;
- Polyculture-élevage : 3,51 €.

Ces taux forfaitaires comprennent l'ensemble des travaux culturaux et la surveillance des animaux.

## **2. Cas des allongements définitifs**

S'il résultait un préjudice définitif après la construction de l'ouvrage, il sera retenu une somme égale à la capitalisation sur 20 ans au taux de 5,79 % :

- Polyculture seule : 826 € ;
- Polyculture-élevage : 1 081 €.

## **V. Modalités de paiement**

Le Maître d'ouvrage ou son représentant délivrera à chaque exploitant un bulletin de règlement des indemnités dues. Le décompte de ces indemnités sera précisé dans ce bulletin de règlement après visite sur les lieux si besoin.

Les préjudices particuliers, non indemnisés par ailleurs, pourront l'être après une étude spécifique au cas par cas établissant la justification d'une indemnisation.

Les indemnités liées à l'exploitation des terres s'ajouteront, pour les exploitants agricoles qui sont également propriétaires fonciers, aux indemnités relatives au foncier définies pour le propriétaire.

## **TITRE 5 : travaux de surveillance, contrôle et entretien**

### **I. Indemnisations des dommages causés par le maître d'ouvrage et/ou mandataires**

Si des dommages étaient occasionnés sur des parcelles agricoles par le maître d'ouvrage, des représentants ou mandataires pour des travaux de surveillance, contrôle et entretien des ouvrages et/ou des parcelles du site, les modalités d'indemnisations seront par référence celles définies dans le « protocole relatif aux travaux d'études, de topographie et de sondages nécessaires à la préparation et à la réalisation du projet d'aménagement d'une aire de ralentissement des fortes crues sur le site de Montigny-sous-Marle ».

### **II. Entretien, responsabilité et surveillance de l'ouvrage**

#### **1. Entretien des ouvrages**

Le maître d'ouvrage reste seul responsable du bon entretien des ouvrages (vanne, digue, chemin d'accès...) et des terrains dont il sera propriétaire.

#### **2. Responsabilité des ouvrages**

Le maître d'ouvrage reste seul responsable du bon fonctionnement des ouvrages. La responsabilité d'un exploitant agricole et/ou d'un propriétaire agissant dans des conditions normales d'utilisation ne sera en aucun cas recherchée en cas de dysfonctionnement de l'ouvrage.

#### **3. Entretien des parcelles sur-inondées**

Le maître d'ouvrage s'engage à faire procéder à ses frais aux opérations de nettoyage de toutes les parcelles incluses dans le zonage défini, et ce après chaque mise en fonctionnement de l'ouvrage. Les prestataires chargés de ces opérations de nettoyage devront :

- procéder à l'enlèvement de tous les corps 'étrangers' amenés par la crue : plastiques, déchets non organiques divers, bois morts, accumulation importante de sédiments,
- restaurer les chemins dégradés,
- intervenir sur les arbres effondrés ou déstabilisés par la crue.

L'intervention des opérations de nettoyage devra être coordonnée en tenant compte des impératifs agricoles.

OU

Les exploitants agricoles réaliseront eux-mêmes les opérations de nettoyage. Celles-ci seront prises en charge financièrement par l'Entente Oise-Aisne selon le barème suivant :

43,62€ /ha pour les parcelles et clôtures concernées par la zone d'inondation (voir Titre 7 chapitre III).

#### **4. Entretien des berges**

Le maître d'ouvrage sera responsable de l'entretien et de la remise en état des berges de la Serre situées en amont (zone de non transparence) et en aval immédiat de l'ouvrage dès lors que celui-ci provoque un effet direct sur leur état physique.



### **III. Mise en fonctionnement volontaire de la vanne**

La mise en fonctionnement « forcée » et volontaire de la vanne pourra être provoquée uniquement lors des phases de construction, de test et de maintenance de l'ouvrage.

#### **1. Indemnisation des parcelles inondées**

Dans ce cas, les exploitants agricoles dont les parcelles agricoles auront été « volontairement » inondées seront indemnisés selon la formule de calcul suivante :

« Barème d'indemnisation des destructions de récoltes » de la Chambre d'agriculture de l'Aisne multiplié par la surface concernée par l'inondation « volontaire ».

#### **2. Modalités pratiques**

La fermeture provoquée du vannage devra être de moindre durée, strictement nécessaire aux opérations de test (construction et maintenance) et programmée lors des périodes de moindres contraintes agricoles. Les dates d'intervention seront arrêtées en concertation avec les exploitants agricoles concernés. Ces-derniers devront être informés au moins deux semaines avant la programmation des opérations et au moins 48 h avant la fermeture effective du vannage.

# TITRE 6 : modalités de suivi du projet

## I. Comité local de suivi du projet

### 1. Composition

- des représentants du Maître d'ouvrage,
- la Police de l'eau,
- le Service de prévision des crues (SPC),
- un représentant des services déconcentrés de l'Etat en charge de l'agriculture,
- les 4 maires concernés par l'emprise de l'aménagement,
- un représentant des agriculteurs,
- un technicien et/ou gestionnaire responsable du suivi et du fonctionnement des ouvrages,
- un représentant des sinistrés des inondations.

### 2. Rôle et missions

Ce comité est distinct du comité de suivi défini par arrêté du Préfet que celui-ci préside et rassemble à sa convenance, pour toute question d'ordre plus général.

Ce comité pourra être mobilisé pour répondre à plusieurs missions :

- La surveillance des indicateurs de suivis du site ;
- Le suivi des impacts sur les activités agricoles en rapport avec l'aménagement ;
- Le suivi du fonctionnement de l'ouvrage (débits, hauteur d'eau, fréquence, durée, ...) ;
- Le traitement des cas particuliers.

Le comité local se réunit notamment :

- après la construction de l'ouvrage projeté,
- après chaque activation de l'ouvrage,
- en cas d'inadaptation manifeste des systèmes d'indemnisations proposés dans ce document.

## II. Indicateurs de suivis

Différents indicateurs significatifs devront être mis en évidence. Parmi ces indicateurs devront figurer :

- le relevé des paramètres hydrauliques : cotes aux échelles, débits, toutes informations en provenance du SPC,
- un calendrier des dates de débordement, hauteur d'eau, délais de ressuyage...,
- le relevé des piézomètres,
- l'identification de repères de crues,
- des photographies, cartographies des évènements de montée des eaux,
- les paramètres liés à l'activité agricole (calendrier de travaux, rendement,...).

D'autres paramètres pourront être pris en compte en fonction de l'évolution des ouvrages. Des paramètres hydrauliques ou agronomiques pourront notamment être utilisés.

Sur la base du volontariat, des parcelles témoin permettront de constituer un recueil de données objectives et représentatives des diverses situations du périmètre concernant l'impact des crues sur les sols et les cultures. Des repères de crues seront implantés sur ces parcelles.

Le recueil comprendra :

- les interventions agricoles,
- les rendements,
- les conditions hydriques des parcelles,

et permettra un suivi analytique de la qualité des sols et des récoltes.

## **TITRE 7 : dispositions diverses**

### **I. Cas particuliers**

Chaque situation particulière, qui ne serait pas prévue dans le présent document, sera analysée, dans la mesure du possible, par analogie aux dispositions définies dans ce document. A défaut, chaque situation particulière sera examinée afin de régler les problèmes rencontrés, soit par une indemnisation soit par tout autre moyen retenu d'un commun accord entre les intéressés et le Maître d'ouvrage pour pallier une situation dommageable pour les propriétaires et exploitants. Si nécessaire l'intervention d'un expert pris en charge par le Maître d'ouvrage, pourra être sollicitée.

### **II. Traitement des difficultés ou litiges**

Les difficultés ou litiges résultant de l'application des dispositions du présent document, ainsi que les difficultés qui n'auraient pas été prévues, qu'elles soient individuelles ou collectives, seront soumises, avant toute action éventuelle sur le terrain et avant tout recours contentieux, et en vue de la recherche préalable d'un accord amiable, à l'appréciation du comité local de suivi du projet.

### **III. Actualisation des indemnités prévues pour les préjudices agricoles**

L'ensemble des indemnisations prévues pour les exploitants agricoles sera actualisé en fonction de l'évolution de l'indice général INSEE IPAMPA (Indice des Prix d'Achat des Moyens de Production Agricole).

Au cas où l'évolution de l'indice général IPAMPA conduirait à une réduction des indemnités par rapport à celles fixées dans le présent document, celles-ci ne seraient pas dévaluées.

### **IV. Substitution**

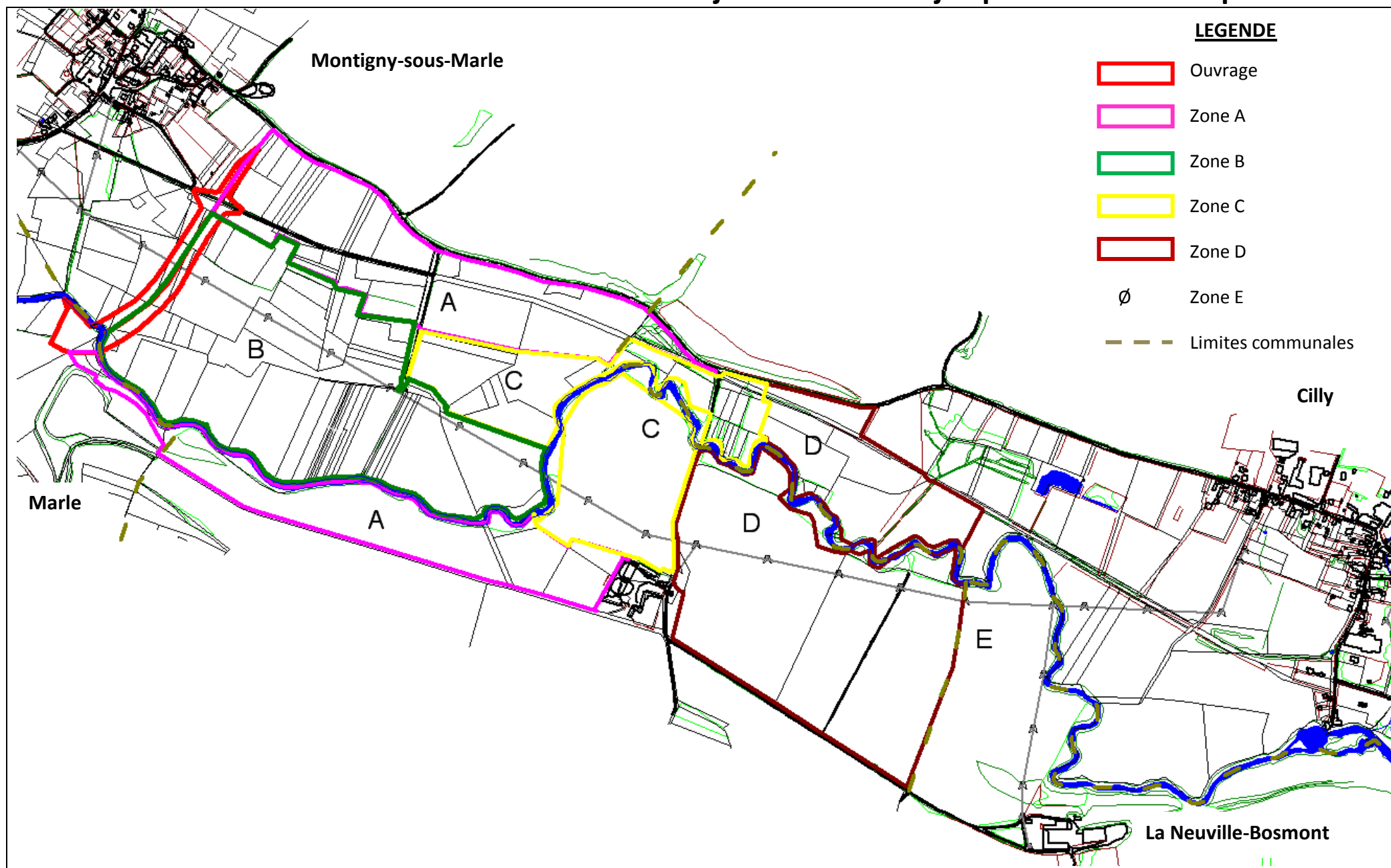
Dans l'hypothèse où la propriété et/ou la gestion des ouvrages viendraient à être confiées à une autre collectivité ou organisme, l'ensemble des conditions, règles et engagements définis dans le présent document devrait être respecté par le futur maître d'ouvrage et/ou gestionnaire. L'Entente Oise-Aisne s'engage à transférer l'exécution de toutes les conditions du présent document et à donner une information préalable aux propriétaires, aux exploitants agricoles et à la Chambre d'agriculture de l'Aisne de toute substitution ou modification affectant la propriété et/ou la gestion des ouvrages dont elle aurait connaissance.

### **V. Recommandations, communication, règles d'information réciproques**

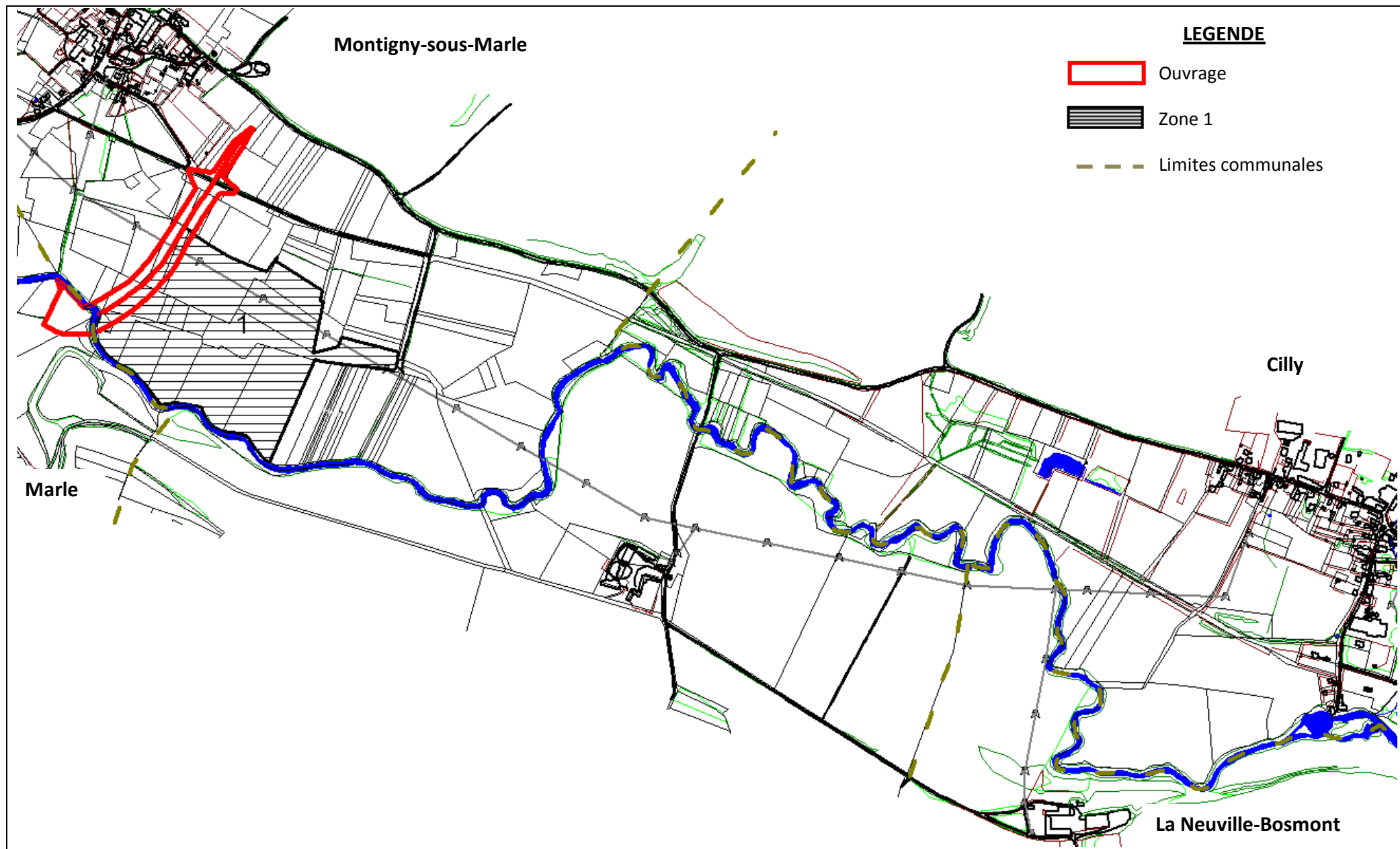
Le maître d'ouvrage s'engage à assurer la diffusion la plus large possible du présent document auprès des intéressés, notamment en déposant à la mairie des communes concernées par le projet des exemplaires du présent texte et en informant les propriétaires et exploitants lors des phases d'enquêtes publiques et parcellaires.

## **ANNEXES**

## ANNEXE 1 – Limites des zones de contraintes majeures étendues jusqu'aux limites des parcelles



## ANNEXE 2 - Zone 1 dite de non transparence



# **ANNEXE 3 - Barème 2012-2013 d'indemnisation des destructions de récoltes de la Chambre d'Agriculture de l'Aisne**



## **CONTACTS :**

Aisne – 03.23.22.50.75  
Oise – 03.44.11.44.20  
Somme – 03.22.33.69.00

**Mai 2012/2013**

## **BARÈME D'INDEMNISATION DES DESTRUCTIONS DE RÉCOLTES au mètre carré**

Les prix comprennent la valeur des récoltes et le préjudice subi par l'exploitant (ex : temps passé à constater les dégâts...). Ces indemnités ne sont pas soumises à la TVA.

<u>CULTURES</u>	<u>INDEMNISATION/m²</u>
BLÉ	0,275 €
BLÉ SEMENCE	0,315 €
BLÉ DUR	0,290 €
ORGE D'HIVER & ESCOURGEON	0,259 €
ORGE DE PRINTEMPS	0,249 €
ORGE DE BRASSERIE	0,272 €
ORGE DE SEMENCE	0,287 €
AVOINE	0,209 €
AVOINE DE SEMENCE	0,228 €
MAÏS GRAIN OU FOURRAGE	0,297 €
BETTERAVES SUCRIÈRES	0,513 €
POMMES DE TERRE CONSOMMATION	0,739 €
POMMES DE TERRE FÉCULE	0,571 €
POMMES DE TERRE PLANTS	1,312 €
HARICOTS DE CONSERVE	0,458 €
POIS DE CONSERVE	0,458 €
LIN	0,485 €
LIN OLÉAGINEUX, OEILLETES	0,249 €
COLZA D'HIVER OU DE PRINTEMPS	0,297 €
POIS PROTÉAGINEUX	0,355 €
FÉVEROLES	0,311 €
TOURNESOL	0,291 €
ENDIVES FORÇAGE	2,180 €
ENDIVES VENTE DE RACINES	0,776 €
CHICOREE CAFÉ	0,429 €
BETTERAVES ROUGES	0,567 €
CULTURES LÉGUMIÈRES DE PLEIN CHAMP	1,191 €
CULTURE MOUTARDE (semence)	0,406 €
PRAIRIES NATURELLES OU TEMPORAIRES	0,229 €
ASSOLEMENT FOURRAGER (1)	0,277 €
BETTERAVES FOURRAGÈRES	0,458 €
LUZERNE (1)	0,270 €
COUVERT ENVIRONNEMENTAL (bande enherbée, etc.)	0,076 €
JACHERIE INDUSTRIELLE	Incidence sur le contrat

(1) Cultures bisannuelles : multiplier ce chiffre par 2 si dégâts la 1ère année

Cultures arrosées ou irriguées : majorer les dégâts aux cultures de 20 %.

Autres cultures : étude au cas par cas par la Chambre d'Agriculture.

Plantes sarclées : en cas de dégâts faits en biais par rapport au sens des rangs, la surface abîmée sera majorée de 50 % ; en cas de dégâts faits dans le sens des rangs, la surface abîmée sera majorée de 25 %.

Pour les cultures d'hiver, toute parcelle labourée est considérée comme enssemencée et donc une perte de récolte est due.

Pour les cultures de printemps, à partir du 15 octobre, toute parcelle labourée est considérée comme enssemencée et donc une perte de récolte est due.

Dans les autres cas, et notamment en cas d'éviction, seul le coût des façons culturales réalisées sera indemnisé selon estimation par la Chambre d'Agriculture.

Cultures biologiques : le montant des indemnités est majoré de 30 % pour un agriculteur bénéficiant de l'appellation « culture biologique », et de 15 % pour un agriculteur en cours de conversion.

## ANNEXE 4 – Tableau des équivalences animaux / UGB

	Code	Catégories d'animaux	Equivalent UGB (Agences de l'eau)
<b>BOVINS</b>	VL	Vache laitière	1
	VLT	Vache laitière tarie	1
	VLR	Vache laitière de réforme	1
	VA	Vache allaitante sans son veau	0.7
	VAR	Vache allaitante réforme	0.7
	G2	Femelle > 2 ans	0.8
	G1	Femelle 1-2 ans, croissance	0.6
	G0	Femelle < 1 an	0.3
	BV2	Mâle > 2 ans	0.7
	BV1	Bovin 1-2 ans, engraissement	0.6
	TX1	Mâle 1-2 ans, croissance	0.6
	BV0croiss	Mâle 0-1 an, croissance	0.3
	BV0engr	Mâle 0-1 an, engraissement	0.3
	Broutard	Broutard < 1 an, engraissement	0.3
	Vx	Veau d'élevage croissance	0.3
	VxB	Veau de boucherie produit	0.1
	Place VxB	Place veau de boucherie	0.15